



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 5 ΑΠΡΙΛΙΟΥ 1978

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
49

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

- N. 763. Περί κυρώσεως τοῦ ἀπὸ 20 Ὀκτωβρίου 1977 Β' Πρωτοκόλλου Χρηματοδοτήσεως μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας. 1
- N. 764. Περί ἀπαλλαγῆς ἐκ τῶν ὑπὲρ τοῦ Δημοσίου καὶ τρίτων κρατήσεων, τῶν πάσης φύσεως ἁπτανῶν εἰς θάρος τῶν εἰδικῶν προγραμμάτων ἐξοπλισμοῦ καὶ ὑποδομῆς τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων καὶ τῶν Σωμάτων Ἀσφαλείας. 2
- N. 765. Περί μονιμοποιήσεως τῶν ἐκτάκτων ὑπαλλήλων τῶν ἐπανελθόντων εἰς τὴν ὑπηρεσίαν κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Ν. 193/1975, ἐπιλογῆς ἀσφαλιστικοῦ φορέως παρὰ τῶν ὑπαγομένων εἰς τὰς διατάξεις τοῦ Ν.Δ. 874/1971, τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ Ν. 103/1975 καὶ ρυθμίσεως ἑτέρων τινῶν συνταξιοδοτικῶν θεμάτων. 3

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

219. Περί αὐξήσεως τῶν ὑπὸ τοῦ ΤΣΑΥ' χρηρηγομένων συντάξεων. 4

220. Περί ἐπικυρώσεως πινάκων κρίσεως κατωτέρων Ἀξιωματικῶν Λιμενικοῦ Σώματος διὰ τὸ ἔτος 1978. . . 5

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 763

Περί κυρώσεως τοῦ ἀπὸ 20 Ὀκτωβρίου 1977 Β' Πρωτοκόλλου Χρηματοδοτήσεως μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:
Ἄρθρον Πρῶτον

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν Νόμου τὸ ὑπογραφέν εἰς Παρίσιους τὴν 20 Ὀκτωβρίου 1977, μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας Β' Πρωτοκόλλου Χρηματοδοτήσεως, τοῦ ὁποίου τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν ἔχει ὡς ἑπεται:

PROTOCOLE FINANCIER

entre le Gouvernement de la République hellénique et le Gouvernement de la République française.

Dans le souci de poursuivre le renforcement des liens traditionnels d'amitié et de coopération qui unissent les deux pays, le Gouvernement de la République hellénique et le Gouvernement de la République française sont convenus de conclure le présent protocole financier.

Article 1

Montant et objet des concours financiers.

Le Gouvernement français consent au Gouvernement hellénique des facilités de crédit d'un montant maximum de CENT VINGT CINQ (124) millions de francs pour financer :

— dans la limite d'un montant maximum global de TRENTE (30) MILLIONS de francs, l'achat en France de biens d'équipement et services français agréés par les deux parties et figurant sur la liste indicative annexée au présent protocole ;

— pour le solde, l'achat en France de biens et services français destinés à la réalisation de projets industriels agréés par les deux parties et correspondant aux secteurs économiques qui figurent sur la liste indicative annexée au présent protocole.

Ces concours financiers prennent la forme :

— de prêts du Trésor public français d'un montant global maximum de VINGT-CINQ (25) MILLIONS de francs.

— de crédits privés d'un montant global maximum de CENT (100) MILLIONS de francs garantis par la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur (COFACE).

Article 2

Mécanisme d'utilisation des concours financiers.

Le financement des projets qui seront retenus au titre du présent protocole est assuré par l'utilisation conjointe des prêts du Trésor, d'une part, des crédits privés garantis, d'autre part.

a) Le montant des droits de tirage sur les prêts du Trésor français est fixé à VINGT (20) % du montant rapatriable en France des commandes de biens et services français.

b) L'utilisation des prêts du Trésor public français est réservée au financement des acomptes versés aux fournisseurs français, qui seront donc égaux à VINGT POUR CENT (20 %) du montant des biens et services d'origine français. Le montant des acomptes versés à la commande devra être égal à DIX pour CENT (10 %) au moins du montant visé à l'alinéa a) ci-dessus.

c) Les crédits privés garantis couvrent le solde du financement des projets à concurrence de QUATRE-VINGTS POUR CENT (80 %) de la part rapatriable.

Article 3

Modalités et conditions des facilités de crédits.

a) Les prêts du Trésor portent intérêt à TROIS ET DEMI POUR CENT (3.5 %) sur le montant restant dû et sont amortissables en QUINZE (15) ans en VINGT-CINQ (25) semestrialités égales et successives à l'issue d'un différé d'amortissement de TRENTE (30) mois.

b) Les intérêts courent à partir de la date de chaque tirage et sont liquidés et payés à la fin de chaque semestre.

c) Une convention d'application entre la Banque de Grèce agissant pour le compte du Gouvernement hellénique et le Crédit National agissant pour le compte du Gouvernement français précisera les modalités d'utilisation et de rempoursement des prêts du Trésor français.

d) Les crédits privés garantis seront amortis :

— pour ce qui concerne les projets industriels en VINGT (20) semestrialités égales et successives à compter des livraisons d'équipement ou de la mise en service des installations, selon les stipulations du contrat commercial ou de la convention bancaire;

— pour ce qui concerne les biens d'équipement ou services en DIX (10) semestrialités égales et successives à compter des livraisons ou de l'exécution.

Le contrat commercial ou la convention bancaire fixeront également les taux d'intérêt de ces crédits, qui seront les taux usuels des crédits de l'espèce. Ces crédits seront garantis par la Banque de Grèce.

e) La monnaie de compte et de paiement utilisée est le franc français.

Article 4

Délai de mise en oeuvre.

Pour ouvrir droit aux crédits définis à l'article 1, les contrats particuliers passés avec les fournisseurs français devront être conclus au plus tard le 31 mars 1979. Ils devront atteindre un montant minimum de DIX (10) MILLIONS de francs pour les projets industriels et de UN (1) MILLION de francs pour les biens d'équipement ou services.

Aucun tirage sur le prêt du Trésor ouvert par le présent Protocole ne pourra intervenir postérieurement au 31 mars 1981.

Ces dates - limites pourront être protégées d'un commun accord entre les administrations française et hellénique.

Article 5

Modalités d'imputation.

L'imputation sur le présent protocole des contrats afférents aux projets industriels et aux biens d'équipement ou services visés à l'article 1er sera décidée par échange de lettres entre le Conseiller Commercial près l'Ambassade de France à ATHENES, agissant sur délégation des autorités françaises compétentes et le service compétent du Ministère de la Coopération.

La même procédure d'échange de lettres pourra modifier la liste indicative annexée au présent protocole.

Article 6

Transport et assurance.

Les contrats financés au titre du présent protocole sont facturés au prix F.O.B. ; toutefois, dans le cas où le transport serait effectué par un navire battant pavillon français et l'assurance contractée auprès d'une compagnie française, le financement du fret et de l'assurance pourrait être assuré dans les proportions visées à l'article 1 ci-dessus, par utilisation du prêt du Trésor et des crédits privés garantis.

Article 7

Entrée en application.

Le présent protocole entre en vigueur à la date de sa signatures.

Fait à PARIS, le 20 octobre 1977
(en double exemplaire)

Pour le Gouvernement de la République hellénique.
PIERRE PAPADAKIS

Pour le Gouvernement de la République française
MICHEL PEBEREAU

LISTE INDICATIVE

des Secteurs de l'Economie Hellénique et des Biens d'Équipement et Services Pouvant Beneficier du Financement par les Credits OUverts par le Protocole.

1. Secteurs dont relèvent les projets industriels visés à l'article 1.

- télécommunications
- unités de production pour les industries agricoles et alimentaires
- mini-acières et ateliers complets pour l'industrie sidérurgique

- production et distribution d'électricité (y compris les équipements électriques d'une cinenteric)
- équipement électronique d'aéroport
- lignes de production de plastiques.

2. Biens d'équipement.

- machines - outils
- équipements et matériel agricoles
- matériel et machines pour les industries alimentaires
- matériel de radiologie et matériel chirurgical
- matériel destiné à la recherche scientifique et médicale
- matériel de climatisation industrielle
- matériel destiné aux chemins de fer et au métro (matériel de traction, matériel de télécommunications et de signalisation, machines et équipement de levage pour les ateliers d'entretien)

- matériel lourd de travaux publics (excavatrices, pelleteuses)
- bateaux divers.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΗΣΕΩΣ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως της Έλληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Γαλλικής Δημοκρατίας.

Εἰς τὴν προσπάθειαν τῆς συνέχσεως τῆς ἐνισχύσεως τῶν παραδοσιακῶν δεσμῶν φιλίας καὶ συνεργασίας οἱ ὅποιοι ἐνώνουν τὰ δύο κράτη, ἡ Κυβέρνησις τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, συμφώνησαν τὴν συναψιν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου Χρηματοδοτήσεως.

Ἄρθρον 1.

Ποσὸν καὶ ἀντικείμενον τῆς οἰκονομικῆς βοηθείας.

Ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις χορηγεῖ εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν πιστωτικὰς διευκολύνσεις ὕψους 125 ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων κατ' ἀνώτατον ὅριον, διὰ τὴν χρηματοδότησιν :

— τῆς προμηθείας ἀπὸ τὴν Γαλλίαν κεφαλαιουχικῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν, ἀποδεκτῶν παρ' ἀμφοτέρων τῶν μερῶν καὶ ἀναφερομένων εἰς τὸν συνημμένον εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἐνδεικτικὸν πίνακα, συνολικῆς ἀξίας τριάκοντα (30) ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων κατ' ἀνώτατον ὅριον.

— διὰ τοῦ ὑπολοίπου, τῆς προμηθείας ἀπὸ τὴν Γαλλίαν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν προοριζομένων διὰ τὴν πραγματοποιήσιν βιομηχανικῶν ἔργων, ἀποδεκτῶν παρ' ἀμφοτέρων τῶν μερῶν, εἰς τοὺς οἰκονομικοὺς τομεῖς οἱ ὅποιοι ἀναφέρονται εἰς τὸν συνημμένον εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἐνδεικτικὸν πίνακα.

Ἡ οἰκονομικὴ αὕτη βοήθεια θὰ χορηγηθῇ ὑπὸ τὴν μορφήν :

— δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου συνολικοῦ ἀνωτάτου ὁρίου εἴκοσι πέντε (25) ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων.

— ἰδιωτικῶν πιστώσεων, ἡγγυημένων ὑπὸ τῆς Γαλλικῆς Ἀσφαλιστικῆς Ἑταιρείας διὰ τὸ Ἐξωτερικὸν Ἐμπόριον (COFACE) συνολικοῦ ἀνωτάτου ὁρίου ἑκατὸν (100) ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων.

Ἄρθρον 2.

Μηχανισμὸς χρησιμοποίησεως τῆς οἰκονομικῆς βοηθείας.

Ἡ χρηματοδότησις τῶν ἔργων τὰ ὅποια θὰ ἐγκριθοῦν εἰς τὰ πλαίσια τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου πραγματοποιεῖται διὰ τῆς χρησιμοποίησεως τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου, ὅσον καὶ τῶν ἡγγυημένων ἰδιωτικῶν πιστώσεων.

α) Τὸ ὕψος τῶν τραβηκτικῶν δικαιωμάτων ἐπὶ τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου καθορίζεται εἰς 20 % τοῦ ἐπαναπατριστέου εἰς τὴν Γαλλίαν ποσοῦ τῶν παραγγελιῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν.

β) Τὸ προϊόν τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου προορίζεται διὰ τὴν χρηματοδότησιν τῶν προκαταβολῶν πρὸς τοὺς Γάλλους προμηθευτάς, αἱ ὅποια οὕτω θὰ ἰσοῦνται πρὸς τὸ 20 % τῆς ἀξίας τῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν γαλλικῆς προελεύσεως. Τὸ ποσὸν τῆς προκαταβολῆς κατὰ τὴν παραγγελίαν πρέπει νὰ ἰσοῦται πρὸς τὸ 10 % τοῦλάχιστον τοῦ ποσοῦ τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὴν ἀνωτέρω παράγραφον (α).

γ) Αἱ ἡγγυημέναι ἰδιωτικαὶ πιστώσεις καλύπτουν τὸ ὑπόλοιπον τῆς χρηματοδοτήσεως τῶν ἔργων μέχρι συμπληρώσεως τοῦ 80 % τοῦ ἐπαναπατριστέου τμήματος.

Ἄρθρον 3.

Διαδικασία καὶ ὅροι χρησιμοποίησεως τῶν πιστωτικῶν διευκολύνσεων.

α) Τὰ δάνεια τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου ἀποφέρουν τόκον 3,5 % ἐπὶ τοῦ ἐκάστοτε ὀφειλομένου ὑπολοίπου καὶ εἶναι ἐξοφλητέα εἰς 15 ἔτη, εἰς εἴκοσι πέντε (25) ἴσας διαδοχικὰς ἐξαμηνιαίας δόσεις, καταβλητέας μετὰ τὴν παρέλευσιν περιόδου χάριτος τριάντα (30) μηνῶν.

β) Οἱ τόκοι ὑπολογίζονται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐκάστης ἀναλήψεως ἐκκαθαρίζονται δὲ καὶ καταβάλλονται εἰς τὸ τέλος ἐκάστου ἐξαμήνου.

γ) Σύμβασις ἐφαρμογῆς μεταξὺ τῆς Crédit National, ἐνεργούσης διὰ λογαριασμὸν τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως, καὶ τῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος, ἐνεργούσης διὰ λογαριασμὸν τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως θὰ καθορίσῃ τὴν διαδικασίαν χρησιμοποίησεως καὶ ἐξοφλήσεως τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου.

δ) Αἱ ἡγγυημέναι ἰδιωτικαὶ πιστώσεις θὰ ἐξοφλοῦνται :

— Ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰ βιομηχανικὰ ἔργα εἰς εἴκοσιν (20) ἴσας διαδοχικὰς ἐξαμηνιαίας δόσεις ἀρχομένης ἀπὸ τῆς παραδόσεως τοῦ ἐξοπλισμοῦ ἢ τῆς θέσεως ἐν λειτουργίᾳ τῶν εγκαταστάσεων, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοῦ ἐμπορικοῦ συμβολαίου ἢ τῆς τραπεζικῆς συμφωνίας.

— ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὸν κεφαλαιουχικὸν ἐξοπλισμὸν ἢ τὰς ὑπηρεσίας, εἰς δέκα (10) ἴσας, διαδοχικὰς ἐξαμηνιαίας δόσεις, ἀρχομένης ἀπὸ τῆς παραδόσεως ἢ τῆς ἐκτελέσεως.

Τὸ ἐμπορικὸν συμβόλαιον ἢ ἡ τραπεζικὴ σύμβασις θὰ καθορίζουν ὡσαύτως τὰ ἐπιτόκια τῶν πιστώσεων αὐτῶν, τὰ ὅποια θὰ εἶναι τὰ συνήθη ἐπιτόκια διὰ τὰς πιστώσεις τοῦ εἴδους τούτου. Αἱ πιστώσεις αὗται θὰ εἶναι ἡγγυημέναι ὑπὸ τῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος.

ε) Τὸ νόμισμα τῶν λογαριασμῶν καὶ τῶν πληρωμῶν εἶναι τὸ γαλλικὸν φράγκον.

Ἄρθρον 4.

Προθεσμία θέσεως ἐν λειτουργίᾳ.

Διὰ τὴν ἀπόκτησιν δικαιώματος ἀντλήσεως ἐκ τῶν καθοριζομένων εἰς τὸ ἄρθρον 1 πιστώσεων τὰ κατ' ἰδίαν συμβόλαια μετὰ τῶν Γάλλων προμηθευτῶν θὰ πρέπει νὰ συναφθοῦν τὸ ἀργότερον μέχρι τῆς 31ης Μαρτίου 1979. Θὰ πρέπει δὲ νὰ ἀνέρχωνται εἰς τὸ ποσὸν τῶν δέκα (10) ἑκατομμυρίων φράγκων τοῦλάχιστον προκειμένου περὶ βιομηχανικῶν ἔργων

και εις τὸ ποσὸν τοῦ ἐνὸς (1) ἑκατομμυρίου φράγκων προκειμένου περὶ κεφαλαιουχικοῦ ἐξοπλισμοῦ καὶ παροχῆς ὑπηρεσιῶν.

Οὐδεμία ἀνάληψις ἐκ τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου τῶν χορηγουμένων διὰ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου δύναται νὰ λάβῃ χώραν μετὰ τὴν 31ην Μαρτίου 1981.

Αἱ προθεσμίαι αὗται δύνανται νὰ παραταθοῦν κατόπιν κοινῆς συμφωνίας τῶν γαλλικῶν καὶ ἐλληνικῶν ἀρχῶν.

Ἄρθρον 5.

Τρόπος ὑπαγωγῆς εἰς τὸ Πρωτόκολλον.

Ἡ ὑπαγωγή εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον συμβολαίων ἀναφερομένων εἰς βιομηχανικὰ ἔργα καὶ ἀγορὰν κεφαλαιουχικοῦ ἐξοπλισμοῦ ἢ παροχὴν ὑπηρεσιῶν ὡς προβλέπονται εἰς τὸ ἄρθρον 1 θὰ ἀποφασίζεται δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν μεταξὺ τοῦ Ἑμπορικοῦ Συμβούλου τῆς Γαλλικῆς Πρεσβείας εἰς τὰς Ἀθήνας, ἐνεργούντος διὰ λογαριασμὸν τῶν ἀρμοδίων γαλλικῶν ἀρχῶν, καὶ τῆς ἀρμοδίας ὑπηρεσίας τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ.

Διὰ τῆς ἰδίας διαδικασίας ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν θὰ δύναται νὰ τροποποιῇται ὁ συνημμένος εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἐνδεικτικὸς πίναξ.

Ἄρθρον 6.

Τὰ συμβόλαια τὰ χρηματοδοτούμενα βάσει τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου θὰ τιμολογοῦνται εἰς τιμὰς FOB ἐν τούτοις εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ἡ μεταφορὰ θὰ ἐπραγματοποιεῖτο μὲ πλοῖον ὑπὸ γαλλικὴν σημαίαν, ἡ χρηματοδότησις τοῦ ναύλου καὶ τῶν ἀσφαλιστρῶν θὰ ἡδύνατο νὰ ἐξασφαλισθῇ, κατὰ τὰς ἀναλογίας τὰς ἀναφερομένας εἰς τὸ ἄρθρον 1 διὰ τῆς χρησιμοποίησεως τοῦ δανείου τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου καὶ τῶν ἡγγυημένων ἰδιωτικῶν πιστώσεων.

Ἄρθρον 7.

Ἐναρξίς ἐφαρμογῆς.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπογραφῆς του.

Ἐν Παρίσι τοῖς 20 Ὀκτωβρίου 1977
(εἰς διπλοῦν)

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας
ΠΕΤΡΟΣ ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ MICHEL PEBEREAU

ΕΝΔΕΙΚΤΙΚΟΣ ΠΙΝΑΞ

τῶν Τομέων τῆς Ἑλληνικῆς Οἰκονομίας καὶ τῶν Κεφαλαιουχικῶν Ἀγαθῶν καὶ Ὑπηρεσιῶν τὰ ὁποῖα δύνανται νὰ χρηματοδοτηθοῦν ἀπὸ τὰς Πιστώσεις τοῦ Πρωτοκόλλου.

1. Τομεῖς εἰς τοὺς ὁποίους ἀναφέρονται τὰ εἰς τὸ ἄρθρον 1 βιομηχανικὰ ἔργα.

— Τηλεπικοινωνίαι
— μονάδες παραγωγῆς διὰ γεωργικὰς βιομηχανίας καὶ βιομηχανίας εἰδῶν διατροφῆς.

— μικραὶ χαλυβουργικαὶ μονάδες καὶ πλήρη ἐργαστήρια διὰ σιδηροβιομηχανίας.

— Παραγωγή καὶ διανομὴ ἠλεκτρικοῦ ρεύματος (συμπεριλαμβανομένου καὶ τοῦ ηλεκτρολογικοῦ ἐξοπλισμοῦ μιᾶς τσιμεντοβιομηχανίας)

— ἠλεκτρονικὸς ἐξοπλισμὸς ἀεροδρομίου

— παραγωγή πλαστικῶν

2. Κεφαλαιουχικὸς ἐξοπλισμὸς

— ἐργαλειομηχαναὶ
— γεωργικὰ μηχανήματα καὶ ἐξοπλισμὸς
— μηχανήματα καὶ ἐξοπλισμὸς βιομηχανίας εἰδῶν διατροφῆς

— ἀκτινολογικὰ μηχανήματα καὶ χειρουργικὰ ἐργαλεῖα
— ἐξοπλισμὸς προοριζόμενος δι' ἐπιστημονικὴν καὶ ἱατρικὴν ἐρευναν

— μηχανήματα κλιματισμοῦ, βιομηχανιῶν

— ἐξοπλισμὸς προοριζόμενος διὰ τοὺς σιδηροδρόμους καὶ τὸ μετρὸ (μηχαναὶ ἐλξέως, τηλεπικοινωνιακὸν ὕλικόν καὶ ὕλικόν σηματοδότησεως, ἀνυψωτῆρες συνεργείων).

— βαρέα μηχανήματα δημοσίων ἔργων (ἐκσκαφεῖς μηχανικὰ πτύα)

— πλοῖα διάφορα.

Ἄρθρον Δεύτερον

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχειται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 28 Μαρτίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΓΙΑΝΝΗΣ ΜΠΟΥΤΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Μαρτίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 764

Περὶ ἀπαλλαγῆς ἐκ τῶν ὑπὲρ τοῦ Δημοσίου καὶ τρίτων κρατήσεων, τῶν πάσης φύσεως δαπανῶν εἰς ἄντα τῶν εἰδικῶν προγραμμάτων ἐξοπλισμοῦ καὶ ὑποδομῆς τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων καὶ τῶν Σωμάτων Ἀσφαλείας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενος ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσμενος:

Ἄρθρον 1.

Ἀπαλλάσσονται τῶν κρατήσεων ὑπὲρ τοῦ Δημοσίου καὶ τρίτων αἱ πάσης φύσεως δαπάναι εἰς ἄντα τῶν πιστώσεων εἰδικῶν προγραμμάτων ἐξοπλισμοῦ καὶ ὑποδομῆς τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων καὶ τῶν Σωμάτων Ἀσφαλείας. Ἐξαιροῦνται τῆς ἀπαλλαγῆς αἱ προβλεπόμεναι εἰσφοραὶ ὑπὲρ ὀργανισμῶν κυρίας καὶ Ἐπικουρικῆς Ἀσφαλίσεως διὰ τὸ ἀπασχολούμενον προσωπικὸν ἐπὶ σχέσει ἐργασίας ἰδιωτικοῦ δικαίου.

Ἄρθρον 2.

Αἱ διατάξεις τοῦ προηγουμένου ἄρθρου ἐφαρμόζονται καὶ ἐπὶ τῶν πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος του πραγματοποιηθεισῶν, ὡς ἀνωτέρω, δαπανῶν, διὰ τὰς ὁποίας δὲν ἐνηργήθησαν κρατήσεις.

Ἄρθρον 3.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος Νόμου ἄρχειται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Μαρτίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ

ΕΥΑΓΓ. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΓΙΑΝΝΗΣ ΜΠΟΥΤΟΣ

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΕΩΣ

ΑΝΑΣΤΑΣΙΟΣ ΜΠΑΛΚΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 1 Ἀπριλίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(3)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 765

Περί μονιμοποίησης των εκτάκτων υπαλλήλων των επανελθόντων εις την υπηρεσίαν και εφαρμογήν του Ν. 193/1975, επιλογής ασφαλιστικού φορέως παρὰ των υπαγομένων εις τὰς διατάξεις του Ν.Α. 874/1971, τροποποίησης και συμπληρώσεως του Ν. 103/1975 και ρυθμίσεως έιτέρων τινών συνταξιοδοτικών θεμάτων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Υψηλάμενοι: ομοφώνως μετά της Βουλής, απέφασίσταμεν:

"Άρθρον 1.

1. Οί κατ' εφαρμογήν του Ν. 193/1975 «περί επαναφοράς εις την υπηρεσίαν απολυθέντων εκτάκτων, επί θητεία ή επί σχέσει εργασίας δημοσίου ή ιδιωτικού δικαίου υπαλλήλων και εργατοτεχνιτών του Δημοσίου, Οργανισμών Τοπικής Αυτοδιοικήσεως και Νομικών Προσώπων Δημοσίου Δικαίου και ρυθμίσεως συναφών θεμάτων» επανελθόντες εις την υπηρεσίαν και υπηρετούντες, κατὰ την δημοσίευσιν του παρόντος, δύνανται νά διορίζονται και εντάσσονται εις υφισταμένους κενάς τακτικές θέσεις ή εις τοιαύτας συνιστωμένους παρὰ τας οικείας υπηρεσίας αναλόγως των αναγκών τούτων, διά Π. Δ/γμάτων εκδιδομένων επί τη προτάσει των Υπουργών Προεδρίας Κυβερνήσεως, Οικονομικών και του αρμοδίου κατὰ περίπτωσην Υπουργού, επί μειώσει Ισαρίθμων θέσεων εκτάκτων υπαλλήλων.

2. Δέν υπάγονται εις τὰς διατάξεις τής προηγουμένης παραγράφου οί ανήκοντες εις τὰς κατηγορίας τὰς αναφερομένας εν τη παραγράφω 2 του άρθρου 1 του Ν.Α. 169/69 «περί τακτοποιήσεως εκτάκτων υπαλλήλων των Δημοσίων Υπηρεσιών και Ν.Π.Δ.Δ.».

3. Ο κατὰ την παράγραφον 1 του παρόντος άρθρου διορισμός και ένταξις ενεργείται κατὰ τὰς διατάξεις του άρθρου 2 του Ν.Α. 169/1969 και υπό τούς εν αυτώ όρους και προϋποθέσεις, εφαρμοζόμενων αναλόγως και των λοιπών διατάξεων αυτού, έφ' όσον άφορούν εις τό διά του παρόντος ρυθμιζόμενον θέμα ως και εις τό θέμα τής επικουρικής των ασφαλίσεως. Ειδικώς τὰ εν τη παρ. 1 του άρθρου 2 του Νομοθετικού τούτου Διατάγματος άνωτατα όρια ηλικίας προσυζήνονται κατὰ ένθεά έτη.

Έξαιρετικώς ό διορισμός και ή ένταξις των άνωτέρων και άνωτάτων υπαλλήλων του Υπουργείου Συντονισμού ενεργείται κατὰ τὰς διατάξεις των Ν.Α. 432/1970 «περί αναδιοργάνωσης του Υπουργείου Συντονισμού» και 642/1970 «περί τροποποίησης του Ν.Α. 432/1970 «περί αναδιοργάνωσης του Υπουργείου Συντονισμού» συνιστωμένων των σχετικών θέσεων δι' άποφάσεως του Υπουργού Συντονισμού, επί μειώσει Ισαρίθμων θέσεων εκτάκτων υπαλλήλων.

"Άρθρον 2.

1. Η επί ποσοστίς προϋπηρεσία των μονιμοποιηθέντων έάπει των διατάξεων του Ν.Α. 169/1969 ως και των μονιμοποιουμένων, έάπει του παρόντος υπαλλήλων Ν.Π.Δ.Δ. ή παρασχεθείσα κατὰ πλήρησ ώράριον εργασίας και καθ' όλας τὰς εργασίους ημέρας του μηνός, αναγνωρίζεται ως συντάξιμος όάσει των διατάξεων των Ν.Α. 3163/55 και 4277/1962 υπό του άπονέμεντος την σύνταξιν Ασφαλιστικού Οργανισμού Κυρίας Ασφαλίσεως και προσμετρείται εις την λοιπήν συντάξιμον υπηρεσίαν αυτών.

2. Η άνωτέρω διάταξις έχει εφαρμογήν και επί των οικογενειών των αποδιούντων τής ως άνω κατηγορίας.

"Άρθρον 3.

Έπαναφορά εις την Υπηρεσίαν και θαυμολογική άποκατάταξις, γινάμεναι κατ' εφαρμογήν των άρθρων 4 και 5 του Ν.Α. 76/1974 «περί επαναφοράς απολυθέντων ή εξαναγκασ-

θέντων εις παραίτησιν υπαλλήλων, άποκαταστάσεως υποβιβαζέντων και ρυθμίσεως συναφών θεμάτων», παρὰ τής προελεπομένης υπό των άρθρων τούτων Έπιτροπής, κατόπιν αίτήσεως υποβληθείσης μετά την έκποση τής εν αύταις προθεσμίας, ως αύτη μεταγενεστέρως παρετάθη, θεωρούνται έγκυροι και ισχυροί διά πάσας τὰς συνεπείας και ως πρὸς τό εις σύνταξιν δικαίωμα.

"Άρθρον 4.

Αί διατάξεις του Ν.Α. 119/1974 «περί αναθεωρήσεως υποθέσεων οργάνων Χωροφυλακής, Αστυνομίας Πόλεων και Πυροσβεστικού Σώματος εξελθόντων τής Υπηρεσίας κατὰ τό από 21.4.1967 μέχρι 23.7.1974 χρονικόν διάστημα διά πολιτικούς λόγους», εφαρμόζονται αναλόγως και επί των, κατὰ τὰς διατάξεις των άρθρων 4 και 5 του Ν. 488/1976 «περί τροποποίησης διατάξεων των Ν.Α. 974/1971 και άλλων συναφών διατάξεων», άποκατασταθέντων κατωτέρων οργάνων των Σωμάτων Χωροφυλακής, Αστυνομίας Πόλεων και Πυροσβεστικού.

"Άρθρον 5.

1. Οί, κατὰ την δημοσίευσιν του παρόντος νόμου, υπηρετούντες επί συμβάσει υπάλληλοι του Δημοσίου, οί υπαχόμενοι εις τὰς διατάξεις του Ν.Α. 874/1971 «περί συμπληρώσεως διατάξεων τής κειμένης νομοθεσίας «περί άπονομής των πολιτικών και στρατιωτικών συντάξεων», δύνανται νά επιλέξουν την συνταξιοδότησιν των εκ του ΙΚΑ κατὰ τὰς διατάξεις περί κοινών ήσφαλισμένων, άντι τής εκ του Δημοσίου τοιαύτης, διά δηλωσεώς των έφ' άπαξ ύποβαλλομένης, εντός προθεσμίας έξ μηνών από τής έναρξεως ισχύος του παρόντος νόμου, εις τὰς Διευδύνσεις Διοικητικού των παρ' οίς υπηρετούν Υπουργείων.

2. Έάν ήθελον επιλέξει την συνταξιοδότησιν των εκ του Δημοσίου, εξαίρουνται τής παρὰ τῷ ΙΚΑ ασφαλίσεως διά τὸν Κλάδον Συντάξεων.

3. Διά τούς επιλέξαντας την συνταξιοδότησιν εκ του ΙΚΑ, έφ' όσον είχε διακοπή ή άσφάλισις αυτών, κατ' εφαρμογήν του Ν.Α. 874/1971, θεωρείται ότι ούδέποτε έξήλθον τής ασφαλίσεως αυτού, επί τη καταβολή των κεκανοτισμένων εισφορών, εργαζόμενου μέν παρὰ του Δημοσίου, ήσφαλισμένου δέ παρ' αυτών.

"Άρθρον 6.

1. Η παρ. 4 του άρθρου 1 του Ν. 103/1975 «περί καταβολής έφ' άπαξ χρηματικού βοηθήματος εις τούς εκ τής υπηρεσίας άποχωρούντας λόγω συνταξιοδότησεως υπαλλήλους Ν.Π.Δ.Δ. άπάσης τής Χώρας» καταργείται.

2. Τό έδάφειον α' του άρθρου 3 του Ν. 103/1975 τροποποιείται ως άκολουθως:

«Διά Π. Δ/των εκδιδομένων προτάσει του Υπουργού Κοινωνικών Υπηρεσιών δύναται νά όρισθουν αί προϋποθέσεις και ή έκτασις εφαρμογής των διατάξεων τής παρ. 3 του άρθρου 1 του παρόντος και επί των από 21 Απριλίου 1967 εξελθόντων τακτικών υπαλλήλων των Ν.Π.Δ.Δ.».

3. Τό άρθρον 4 του Ν. 103/1975 λαμβάνει αριθμόν 5, μετά δέ τό άρθρον 3 προστίθεται άρθρον 4 έχον ούτω:

«Οί κατὰ τὰς διατάξεις του παρόντος νόμου δικαιούμενοι έφ' άπαξ χρηματικού βοηθήματος, ούδενός έτέρου έφ' άπαξ χρηματικού βοηθήματος ή άποζημιώσεως δικαιούνται».

"Άρθρων 7.

1. Συνταξιοϋχοι Ν.Π.Δ.Δ., όν τό τακτικόν προσωπικόν υπάγεται εις τό ειδικόν συνταξιοδοτικόν καθεστώς του Ν. 3163/1955 «περί συνταξιοδότησεως του προσωπικού του Ίδρύματος των Κοινωνικών Ασφαλίσεων», εξελθόντες τής υπηρεσίας, από τής υπαγωγής του τακτικού προσωπικού του οικείου Ν.Π.Δ.Δ. εις τό καθεστώς τούτου μέχρι τής 31.12.71 δικαιούνται τής συντάξεως του ειδικού τούτου καθεστώτος,

έστω και αν δια τὸν χρόνον ὑπηρεσίας των κατεβλήθη κατὰ τὴν ἀπομάκρυνσίν των ἐκ τῆς ὑπηρεσίας ἐφ' ἅπαξ ἀποζημιώσις ἢ χρηματικὴ ἀμοιβὴ παρὰ τοῦ ἐργοδότη Ν.Π.Δ.Δ.

Οἱ ἐξελθόντες τῆς ὑπηρεσίας ἀπὸ 1.1.1972 μέχρι τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος δικαιούνται τῆς συντάξεως ταύτης, ἐφ' ὅσον ἤθελον ἐπιστρέφει εἰς τὸν Κλάδον συντάξεως τοῦ ΙΚΑ τὸ ἥμισυ τῆς ληφθείσης ἐφ' ἅπαξ ἀποζημιώσεως ἢ χρηματικῆς ἀμοιβῆς, διὰ μηνιαίων δόσεων, παρακρατούμενων ἐκ τῆς ἀνγκούσης αὐτοῖς συντάξεως. Τὸ ποσὸν τῆς μηνιαίας δόσεως ὀρίζεται εἰς τὸ 1/20 τῆς συντάξεως καὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται νὰ εἶναι ἑλασσον τῶν πεντακοσίων (500) δραχμῶν.

2. Εἰς περίπτωσιν, καθ' ἣν οἱ περὶ ὧν ἡ παράγραφος 1 συνταξιούχοι δὲν ἔτυχον ἐφ' ἅπαξ ἀποζημιώσεως ἢ χρηματικῆς ἀμοιβῆς, προκειμένου νὰ τύχουν τῆς συντάξεως τοῦ εἰδικοῦ συνταξιοδοτικοῦ καθεστώτος τοῦ Ν. 3163/1955, δύνανται νῦν νὰ αἰτήσωνται τήν, ἣν ἐδικαιούντο, κατὰ τὴν ἔξοδόν των ἐκ τῆς ὑπηρεσίας ἐφ' ἅπαξ ἀποζημιώσιν ἢ χρηματικὴν ἀμοιβήν. Ἡ ἀποζημιώσις αὕτη ἢ χρηματικὴ ἀμοιβὴ περιορίζεται εἰς τὸ ἥμισυ διὰ τοὺς ἐξελθόντας τῆς ὑπηρεσίας κατὰ τὸ χρονικὸν διάστημα ἀπὸ 1.1.1972 μέχρι τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος.

* Ἀρθρον 8.

Ἡ αἴτησις ἐκ μέρους τῶν ἐνδιαφερομένων διὰ τὴν ὑπαγωγὴν των εἰς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος νόμου, δεόν νὰ υποβληθῇ ἐντὸς ἀνατρεπτικῆς προθεσμίας ἐνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος νόμου, τὰ δὲ οἰκονομικὰ ἀποτελέσματα ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς του ἄρχονται ἀπὸ τῆς πρώτης τοῦ μηνὸς τῆς χρονολογίας ἐκδόσεως τῆς σχετικῆς πράξεως ἢ ἀποφάσεως.

* Ἀρθρον 9.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Μαρτίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ ΓΙΑΝΝΗΣ ΜΠΟΥΤΣΟΣ
ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ
ΣΠΥΡΙΔΩΝ ΔΟΣΙΑΔΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 1 Ἀπριλίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(4)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 219

Περὶ αὐξήσεως τῶν ὑπὸ τοῦ ΤΣΑΥ χορηγούμενων συντάξεων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει:

1. Τὴν διάταξιν τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἀρθρου 5 τοῦ Ν. Δ/τος 306/1974, «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως διατάξεων τινῶν τῆς περὶ ΤΣΑΥ νομοθεσίας» (ΦΕΚ 40/1974 τ. Α').

2. Τὸ ὑπ' ἀριθ. 282/1977 Προεδρικὸν Διάταγμα «περὶ αὐξήσεως τῶν ὑπὸ τοῦ ΤΣΑΥ χορηγούμενων συντάξεων» (ΦΕΚ 93/1977 τ. Α').

3. Τὴν ὑπ' ἀριθ. Δ3/2087/6.12.1977 κοινὴν ἀπόφασιν τοῦ Πρωθυπουργοῦ καὶ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν «περὶ ἀναθέσεως ἀρμοδιοτήτων στοὺς Ὑπουργοὺς Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν» (ΦΕΚ 1278/1977 τ. Β').

4. Τὴν γνώμην τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΤΣΑΥ διατυπωθεῖσαν κατὰ τὴν ὑπ' ἀριθ. 816/5.10.77 συνεδρίασιν αὐτοῦ.

5. Τὴν γνώμην τοῦ παρὰ τῷ Ὑπουργεῖῳ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν ἐδρεύοντος Συμβουλίου Κοινωνικῆς Ἀσφαλείας, διατυπωθεῖσαν κατὰ τὴν ὑπ' ἀριθ. 24/8.3.1978 συνεδρίασιν αὐτοῦ.

6. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 225/1978 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ ἐπὶ τῶν Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν Ὑπουργοῦ, ἀποφασίζομεν:

* Ἀρθρον μόνον.

1. Αἱ ὑπὸ τοῦ ΤΣΑΥ χορηγούμεναι συντάξεις, ὡς διευορ-
φώθησαν διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθ. 282/1977 Π. Δ/τος, αὐξάνονται
γενικῶς κατὰ ποσοστὸν δέκα πέντε ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν (15%) ὡς
κατωτέρω:

α) Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1978 κατὰ ποσοστὸν 10%.

β) Ἀπὸ 1 Μαΐου 1978 κατὰ τὸ ὑπόλοιπον ποσοστὸν 5%.

Εἰς τὸν ἐπὶ τῶν Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν Ὑπουργόν, ἀνα-
τίθμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Π. Δια-
τάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Μαρτίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ
ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΠΟΣΤΟΛΑΤΟΣ

(5)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 220

Περὶ ἐπικυρώσεως πινάκων κρίσεως κατωτέρων Ἀξιωμα-
τικῶν Λιμενικοῦ Σώματος διὰ τὸ ἔτος 1978.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

1. Ἐχόντες ὑπ' ὄψει:

α. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 10121/85/77/10.12.1977 ἀπόφασιν
ΥΠΝ/ΔΔ1ον «περὶ καθορισμοῦ τῶν ὑπὸ κρίσιν Ἀξιωματικῶν
Λ.Σ. (ΕΥ) διὰ τὸ ἔτος 1978».

β. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 010121/4/78/11.1.1978 ἀπόφασιν ΥΠΝ/
ΔΔ1ον «περὶ συγκροτήσεως Συμβουλίου Λιμενικοῦ Σώματος
ἔτους 1978».

γ. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 010121/17/78/2.3.1978 ἀπόφασιν ΥΠΝ/
ΔΔ1ον «περὶ συγκλήσεως τοῦ Συμβουλίου Λιμενικοῦ Σώμα-
τος ἔτους 1978».

δ. Τὸ ἀπὸ 6ης Μαρτίου 1978 πρακτικὸν τοῦ Συμβουλίου
Λιμενικοῦ Σώματος ἔτους 1978.

2. Ἰδόντες τὰς διατάξεις:

α. Τοῦ Ν. 5464/1932 «περὶ αὐθεντικῆς ἐρμηνείας τοῦ ἀρ-
θρου 21 τοῦ ἀπὸ 27.5.1927 Ν.Δ. «περὶ Διοικήσεως τοῦ Ἐμπο-
ρικοῦ Ναυτικοῦ» (ΦΕΚ 172 Α').

β. Τῶν ἀρθρων 19 (παρ. 1 ἐδάφ. α), 20, 21, 22, 23, 24,
25, 26, 31, 32 (παρ. 2 καὶ 3), 33, 36 (παρ. 1 ἐδάφ. γ καὶ 4),
38, 39, 40, 45, 46, 47, 48, 51, 52 καὶ 55 τοῦ Ν.Δ. 139/69
«περὶ ἱεραρχίας, προαγωγῶν, ἀποστρατείας καὶ μεταθέσεων
τῶν μονίμων Ἀξιωματικῶν τῶν Σωμάτων Χωροφυλακίας, Ἀ-
στυνομίας Πόλεως, Λιμενικοῦ καὶ Πυροσβεστικοῦ» (ΦΕΚ
57 Α'), προτάσει τοῦ ἐπὶ τῆς Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας Ὑπουρ-
γοῦ, ἀπεφασίσαντες:

Επικυρούμεν τούς υπό του Συμβουλίου Λιμενικού Σώματος έτους 1978, συνταχθέντας πίνακας κρίσεως κατωτέρων Α-ξιωματικών Α.Σ. και Α.Σ. (ΕΥ), περί ών τὸ ἀπὸ 6ης Μαρτίου 1978 πρακτικὸν τοῦ Συμβουλίου τούτου, ὡς ἀκολουθῶς:

Α'. Διὰ τούς Ὑποπλοιάρχους Α.Σ. (ΓΥ) (ἄρθρον 40 παρ. 2δ) τοῦ Ν.Δ. 139/69:

- α. Πίνακα Α' «προακτέων κατ' ἐκλογήν».
- β. Πίνακα Β' «προακτέων κατ' ἀρχαιότητα».
- γ. Πίνακα Γ' «παραμενόντων εἰς τὸν αὐτὸν βαθμόν».
- δ. Πίνακα Δ' «Ἀποστρατευτέων».

Β'. Διὰ τούς Ὑποπλοιάρχους Α.Σ. (ΕΥ) (ἄρθρον 40 παρ. 2δ) τοῦ Ν.Δ. 139/69:

- α. Πίνακα Α' «προακτέων κατ' ἐκλογήν».
- β. Πίνακα Β' «προακτέων κατ' ἀρχαιότητα».
- γ. Πίνακα Γ' «παραμενόντων εἰς τὸν αὐτὸν βαθμόν».
- δ. Πίνακα Δ' «Ἀποστρατευτέων».

Γ'. Διὰ τούς Ὑποπλοιάρχους Α.Σ. (ΕΥ) τούς κρίνομένους κατὰ τὰς περὶ 3ῆς διατάξεις καὶ ὁρίου ἡλικίας (ἄρθρα 51 καὶ 52) τοῦ Ν.Δ. 139/69:

- α. Πίνακα Α' «προακτέων κατ' ἐκλογήν».
- β. Πίνακα Β' «προακτέων κατ' ἀρχαιότητα».
- γ. Πίνακα Γ' «Ἀποστρατευτέων».

Δ'. Διὰ τούς Ἀνθυποπλοιάρχους Α.Σ. (ΕΥ) (ἄρθρον 40 παρ. 2ε τοῦ Ν.Δ. 139/69):

- α. Πίνακα Α' «προακτέων κατ' ἀρχαιότητα».
- β. Πίνακα Β' «παραμενόντων εἰς τὸν αὐτὸν βαθμόν».
- γ. Πίνακα Γ' «Ἀποστρατευτέων».

Ε'. Διὰ τούς Σημαιοφόρους Α.Σ. (ΓΥ) (ἄρθρον 40 παρ. 2ε τοῦ Ν.Δ. 139/69):

- α. Πίνακα Α' «προακτέων κατ' ἀρχαιότητα».
- β. Πίνακα Β' «παραμενόντων εἰς τὸν αὐτὸν βαθμόν».
- γ. Πίνακα Γ' «Ἀποστρατευτέων».

ΣΤ'. Διὰ τούς Σημαιοφόρους Α.Σ. (ΕΥ) (ἄρθρον 40 παρ. 2ε τοῦ Ν.Δ. 139/69):

- α. Πίνακα Α' «προακτέων κατ' ἀρχαιότητα».
- β. Πίνακα Β' «παραμενόντων εἰς τὸν αὐτὸν βαθμόν».
- γ. Πίνακα Γ' «Ἀποστρατευτέων».

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Προεδρικοῦ Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Μαρτίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ
ΕΜΜ. ΚΕΦΑΛΟΓΙΑΝΝΗΣ

Η ΓΕΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτήσια συνδρομή τῆς Ἐφημερίδας τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν φύλλων τῆς ποὺ πουλιοῦνται τμηματικά καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1974 ὡς ἀκολούθως:

Α' ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Γιὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κτλ.	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κτλ.	»	3.000
8. » » Δελτίο Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη καὶ τὸ Δ.Ε.Β.Ι.	»	6.000

Οἱ Δῆμοι καὶ οἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουν τὸ 1/2 τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Γιὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'	»	50
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου κτλ.	»	25
6. » » » Παράρτημα	»	15
7. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κτλ.	»	150
8. » » Δελτίο Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας ..	»	10
9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου, μέχρι 8 σελ., εἶναι 3 δρχ., ἀπὸ 9 ὡς 40 σελ. 8 δρχ., ἀπὸ 41 ὡς 80 σελ. 15 δρχ., ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἀνω ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατὰ 15 δρχ. ἀνὰ 80 σελίδες.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

1. Στὸ Τεύχος Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν ...	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων σὲ γενικὲς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἀρθρὸ 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων, ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἀρθρὸ 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 «περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ, ποὺ ἀναφέρονται σὲ προσωρινὰ διατάξεις	»	1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διὰλυση Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939 ...	»	200
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	4.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων ἐπὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων ἐπὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν γενικά, καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ, μὲ τὴν ὁποίαν ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	4.000
10. Τῶν ἀποφάσεων, ἐπὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν καὶ τῶν ἀποφάσεων ἐπὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἀρθρὸν 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70 ...	»	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων ἐπὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000

12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου «περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67» Δραχ. | 1.000 |

13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς «περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967» » | 1.000 |

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

1. Τῶν καταστατικῶν	»	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων:

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων ἐπὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	1.000
2. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν ἀνωτέρω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000

II. Στὸ Τέταρτο τεύχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων. » 400

Τὸ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων στὸ Τεύχος Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης, ποὺ πρέπει νὰ καταβάλλεται ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ), ὁρίσθηκε γενικά σὲ 50/o.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἑσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπραχῆς, τὸ ὁποῖο φροντίζει ὁ ἐνδιαφερόμενος νὰ τὸ στείλει στὴν Ὑπηρεσία τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἑξωτερικοῦ εἶναι δυνατό νὰ στέλνονται καὶ σὲ ἀνάλογο συνάλλαγμα μὲ ἐπιταγὴ ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντῆ τῶν Διοικητικῶν καὶ Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων καταβάλλεται ὡς ἑξῆς:

α) στὴν Ἀθήνα: στὸ Ταμεῖο τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου),

β) στὶς ὑπόλοιπες πόλεις τοῦ Κράτους: στὰ Δημόσια Ταμεία καὶ ἀποδίδεται στὸ ΤΑΠΕΤ σύμφωνα μὲ τὴν 192378/3639/1947(ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκύκλιες διαταγῆς τοῦ Γ.Λ.Κ.,

γ) στὶς περιπτώσεις συνδρομῶν ἑξωτερικοῦ: ὅταν ἡ ἀποστολὴ τους γίνεται μὲ ἐπιταγὴς, μὰζὶ μ' αὐτὲς στέλνεται καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸ.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς
ΒΑΣΙΛΕΙΟΣ ΣΤ. ΝΙΚΑΣ